

Point de Presse du Conseil d'Etat

17 février 2010

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	4
Genève proteste contre la décision d'autoriser une exploitation illimitée de la centrale nucléaire de Mühleberg	4
Non au projet de loi fédérale d'imposition de la propriété du logement.....	5
Soutien à la révision de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation	5
Gaz d'échappement des engins de travail : oui à l'adoption des prescriptions de la Communauté européenne	6
Genève	7
Péréquation intercommunale : contributions et allocations pour 2010	7
Approbation du budget et du taux de centimes additionnels de la Ville de Genève pour 2010	9
Les dates des élections municipales et administratives 2011 sont connues.....	9
America's Cup : message de soutien au Team Alinghi	10
Entrée en vigueur de la loi sur la fonction d'architecte cantonal.....	10
Aide et soins à domicile : deux aides financières accordées pour les années 2010 et 2011.....	10
Deux nouvelles mesures pour promouvoir la pêche dans l'Arve et le Rhône urbain	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

Dans la perspective de la [session ordinaire de printemps du parlement fédéral](#) qui se tiendra du 1^{er} au 19 mars 2010, le Conseil d'Etat *in corpore* et Mme la chancelière Anja Wyden Guelpa ont rencontré ce jour les député-e-s genevois au Conseil national et au Conseil des Etat dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder la collaboration entre Genève et les autres cantons ainsi que les principaux dossiers fédéraux intéressant Genève, notamment les caisses de pension publiques, la réforme de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons (RPT), la révision de la loi sur l'assurance-chômage, la loi sur la formation continue ou encore le financement des infrastructures de transport.

Genève proteste contre la décision d'autoriser une exploitation illimitée de la centrale nucléaire de Mühleberg

Suite à la [décision de la Confédération du 17 décembre 2009](#) d'autoriser une exploitation illimitée de la [centrale nucléaire de Mühleberg](#) (BE), le Conseil d'Etat a adressé un courrier de protestation au Conseil fédéral.

Le gouvernement genevois relève que la sécurité des centrales nucléaires concerne l'ensemble du territoire national et que tous les cantons auraient dû être consultés. Il rappelle que depuis de nombreuses années, Genève a fait le choix de bannir l'énergie nucléaire et de favoriser les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables (art. 160E, al. 5 de la [Constitution genevoise](#)). Le Conseil d'Etat juge en effet inacceptable le risque que fait peser cette technologie sur la population et l'environnement, tant à court terme – risque d'accident dans les centrales – qu'à long terme – élimination des déchets radioactifs.

Le Conseil d'Etat regrette également que de nombreuses questions liées à la sécurité de la centrale de Mühleberg et à son vieillissement n'aient pas obtenu de réponses satisfaisantes. Ces réponses auraient dû être exigées avant qu'une décision sur l'exploitation de la centrale soit rendue. Le Conseil d'Etat rappelle enfin que seules des mesures vigoureuses d'économie d'énergie et un développement ambitieux des énergies renouvelables permettront d'éviter le recours au courant d'origine nucléaire.

Par ailleurs, en réponse à un courrier de l'association [ContrAtom](#) lui demandant de recourir contre la décision de la Confédération d'autoriser une exploitation illimitée de la centrale de Mühleberg, le gouvernement a précisé que le canton de Genève n'a pas la compétence de recourir contre cette décision.

Pour toute information complémentaire : M. Oliver Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 05 23.

Non au projet de loi fédérale d'imposition de la propriété du logement

Consulté par le Département fédéral des finances (DFF), le Conseil d'Etat a fait part de son opposition au projet de loi fédérale sur l'imposition privée du logement, qui constitue le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative populaire « sécurité du logement à la retraite ».

Le Conseil d'Etat constate que ce contre-projet consiste à remplacer le système actuel par un nouveau système tout aussi compliqué – prévoyant des exceptions, régimes spéciaux et transitoires –, qui nécessiterait de surcroît des investissements importants pour garantir le respect des différentes conditions émises.

En outre, les simulations effectuées par l'administration cantonale genevoise ont fait apparaître que le contre-projet du DFF serait défavorable pour une grande majorité des propriétaires concernés en ce qui concerne les impôts cantonaux et communaux. Le Conseil d'Etat observe en particulier que les contribuables à revenus modestes et moyens, ainsi que les familles avec des enfants et les familles monoparentales seraient les catégories les plus touchées, ce qui va exactement à l'encontre de la politique menée par le gouvernement genevois.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 38 08.*

Soutien à la révision de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation

Le Conseil d'Etat a émis un avis globalement favorable au [projet de révision de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation \(LERI\)](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'intérieur (DFI). Cette révision fait suite à de nombreuses interventions parlementaires, ainsi qu'au [programme de législature de la Confédération 2008-2011](#). Elle tient en outre compte de divers projets législatifs en cours, notamment celui de [loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination suisse dans le domaine des hautes écoles \(LAHE\)](#).

La révision vise essentiellement une clarification des tâches et des compétences sur la coopération scientifique et sur la recherche de l'administration fédérale. Elle propose en outre une simplification des procédures de planification, une meilleure définition des instruments d'information et de contrôle, ainsi que des modifications rédactionnelles et des adaptations formelles au projet de LAHE, tenant notamment compte de toutes les hautes écoles, sans distinction.

Le projet peut être salué, car il est devenu globalement plus cohérent et lisible. Du point de vue matériel, un effort particulier a été fait afin de préciser les différentes tâches et d'assurer leur coordination dans le paysage de la recherche suisse. Il dénote également la volonté d'adapter les instruments de planification dans le sens d'une conception simplifiée visant à une efficacité accrue.

S'agissant d'encouragement à l'innovation, le Conseil d'Etat relève cependant que le projet n'est pas entièrement satisfaisant. De son point de vue, la LERI devrait être mise en cohérence avec l'ensemble des initiatives cantonales et/ou régionales dans le domaine de l'innovation, et il lui semble nécessaire d'élargir le cadre du présent projet aux conditions-cadres de l'attractivité économique, en comparaison internationale. Par ailleurs, s'il soutient la création d'une base légale pour un parc suisse d'innovation, le Conseil d'Etat est opposé à sa concentration sur un seul lieu géographique.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, responsable de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Gaz d'échappement des engins de travail : oui à l'adoption des prescriptions de la Communauté européenne

Le Conseil d'Etat a fait part de son soutien au projet de modification de l'[ordonnance sur la protection de l'air \(OPair\)](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Contrairement à l'Union européenne et aux Etats-Unis, la Suisse ne dispose pas, à l'heure actuelle, de prescriptions réglementant les gaz d'échappement des engins de travail similaires aux normes EURO, qui s'appliquent uniquement aux véhicules à moteur. Pour combler ce vide juridique et assurer l'harmonisation du droit suisse avec la législation européenne, le DETEC propose d'intégrer dans l'OPair les prescriptions figurant dans la [directive européenne 2002/88/CE](#). Ce projet de modification de l'OPair favorisera le renforcement de la limitation des émissions polluantes induites par l'utilisation des engins de travail équipés d'un moteur à essence à combustion interne d'une puissance inférieure ou égale à 19 kW. Il s'agit notamment de tondeuses à gazon, tronçonneuses, débroussailleuses ou souffleuses à feuilles.

Le Conseil d'Etat recommande toutefois la poursuite des campagnes d'incitation à l'utilisation de la benzine alkylée pour les engins de travail – en particulier ceux équipés d'un moteur deux temps –, car cette mesure permettra aussi de limiter les émissions de composés organiques volatils de ce type de moteur.

Pour toute information complémentaire : Mme Françoise Dubas, directrice du service de protection de l'air, DSPE, ☎ 022 388 80 50.

Péréquation intercommunale : contributions et allocations pour 2010

Le Conseil d'Etat a approuvé les contributions à charge ainsi que les allocations en faveur des communes et du Fonds intercommunal pour l'année 2010. Ces montants résultent de l'application, pour la première fois cette année, de la [loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité](#), adoptée par le Grand Conseil le 3 avril 2009.

Les montants établis sur la base des calculs du département des finances ont été communiqués aux communes le 28 août 2009 et n'ont fait l'objet d'aucune opposition :

Commune	Contribution	Allocation
Aire-la-Ville		181'881.-
Anières	1'659'337.-	
Avully		249'079.-
Avusy		195'955.-
Bardonnex	203'066.-	
Bellevue	270'305.-	
Bernex		94'852.-
Carouge	3'670'024.-	
Cartigny	136'256.-	
Céligny	255'655.-	
Chancy		139'690.-
Chêne-Bougeries	1'085'871.-	
Chêne-Bourg		765'056.-
Choulex	163'882.-	
Collex-Bossy	23'171.-	
Collonge-Bellerive	2'878'230.-	
Cologny	5'218'435.-	
Confignon		403'228.-
Corsier	455'485.-	
Dardagny	124'792.-	

Commune	Contribution	Allocation
Genève	6'256'649.-	
Genthod	360'373.-	
Grand-Saconnex	459'599.-	
Gy	72'095.-	
Hermance	377'986.-	
Jussy	204'894.-	
Laconnex		9'304.-
Lancy		452'225.-
Meinier	313'840.-	
Meyrin	1'577'115.-	
Onex		6'565'972.-
Perly-Certoux	403'847.-	
Plan-les-Ouates	2'430'740.-	
Pregny-Chambésy	1'317'411.-	
Presinge	92'845.-	
Puplinge	282'393.-	
Russin		11'279.-
Satigny	1'828'232.-	
Soral		1'724.-
Thônex		744'994.-
Troinex	593'005.-	
Vandœuvres	1'447'699.-	
Vernier		9'101'540.-
Versoix		2'368'544.-
Veyrier	1'175'792.-	
Fonds intercommunal		14'053'701.-
Totaux	35'339'024.-	35'339'024.-

Les grandes lignes de la nouvelle péréquation financière intercommunale ont été exposées lors du [point de presse du Conseil d'Etat du 1^{er} décembre 2008](#).

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Gioria, direction générale des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 18.*

Approbation du budget et du taux de centimes additionnels de la Ville de Genève pour 2010

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2010 de la Ville de Genève avec une réserve. Celle-ci fait suite à l'invalidation par le Conseil d'Etat de l'initiative municipale « [Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI](#) » (voir [communiqué du 16 février 2009](#)) et à l'[arrêt du Tribunal administratif du 1^{er} décembre 2009](#) rejetant deux recours dirigés contre cette invalidation, ainsi qu'au recours actuellement pendant auprès du Tribunal fédéral.

La réserve du Conseil d'Etat concerne le maintien dans le budget municipal de la ligne concernant ces prestations complémentaires. L'approbation du budget de la Ville de Genève par le Conseil d'Etat ne préjuge dès lors en aucune manière de ses décisions ultérieures au sujet de prestations complémentaires municipales versées en complément des prestations fédérales et cantonales.

Le Conseil d'Etat a également approuvé le taux des centimes additionnels communaux 2010 de la Ville de Genève, qui sont maintenus 45,5 (voir [communiqué du 18 février 2009](#)). Lors de sa séance du 27 janvier dernier, le Conseil d'Etat avait approuvé le taux des centimes additionnels des 44 autres communes du canton (voir [point de presse](#)).

Chaque année, les communes définissent le taux des centimes additionnels (impôts communaux) qui leur est nécessaire pour l'exécution des tâches publiques qui leur incombent, conformément à l'article 291 de la [loi générale sur les contributions publiques \(LCP\)](#). Le Conseil d'Etat ne statue pas sur l'opportunité du taux de centimes, mais s'assure qu'il permette à la commune d'assumer les dépenses publiques qui sont à sa charge, conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de l'adoption des budgets communaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 327 29 59.

Les dates des élections municipales et administratives 2011 sont connues

Le Conseil d'Etat a fixé au dimanche 13 mars 2011 la date de l'élection des conseillers municipaux dans les communes du canton et au dimanche 17 avril 2011 la date de l'élection des magistrats communaux (conseillers administratifs, maires et adjoints).

Le délai pour le dépôt des listes de candidats au service des votations et élections est fixé au lundi 24 janvier 2011 pour les conseillers municipaux et au lundi 21 mars 2011 pour les magistrats communaux.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 22 00.

America's Cup : message de soutien au Team Alinghi

Le Conseil d'Etat a adressé un message de soutien au Team Alinghi à l'issue de la 33^e America's Cup. Le gouvernement a souligné la sportivité dont le *Defender* a fait preuve dans cette confrontation, portant haut les couleurs de la Suisse et du canton par l'intermédiaire de la Société nautique de Genève.

Un public nombreux et fidèle suit les exploits d'Alinghi depuis 2003, lorsque la Suisse a été le premier pays sans accès à la mer à remporter l'un des plus anciens et l'un des plus prestigieux trophées sportifs. La collaboration autour du projet Alinghi 5, réalisé avec la collaboration des plus hautes écoles du pays, laissera un héritage important au-delà des résultats sportifs.

Le Conseil d'Etat formule l'espoir de revoir très vite des bateaux aussi performants sur le Léman, dans le cadre du Bol d'Or ou peut-être d'une future édition de l'America's Cup.

Entrée en vigueur de la loi sur la fonction d'architecte cantonal

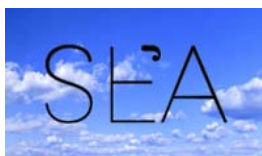
Le Conseil d'Etat a arrêté au 23 février 2010 l'entrée en vigueur de la [loi sur la fonction d'architecte cantonal](#), qui prévoit la nomination d'un architecte cantonal par le gouvernement.

Celui-ci jouera un rôle essentiellement culturel. Il aura pour mission de conseiller et d'assister le magistrat en charge des constructions lors de l'élaboration et de la réalisation de projets majeurs dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Le cahier des charges de cette nouvelle fonction est en cours d'élaboration. Il est établi en collaboration avec la [Fédération des associations d'architectes et d'ingénieurs de Genève \(FAI\)](#).

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 31 12 ou 079 240 83 67.

Aide et soins à domicile : deux aides financières accordées pour les années 2010 et 2011

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer une aide financière d'un montant total de 72'000 francs pour 2010 et 2011 à deux associations actives dans le domaine de l'aide et des soins à domicile.



Une aide financière d'un montant annuel de 30'000 francs sera ainsi versée à l'[Association pour un service d'ergothérapie ambulatoire \(SEA\)](#). Cette somme permettra à l'association de promouvoir un service d'ergothérapie ambulatoire offrant ses prestations à des personnes souffrant de troubles psychiques.

L'[Association genevoise de médecine et de soins palliatifs \(AGMSP\)](#) percevra quant à elle un soutien financier annuel de 6000 francs. Cette aide permettra à l'AGMSP de promouvoir l'information, la formation, l'enseignement et la recherche en médecine et soins palliatifs dans le canton de Genève et sa région, et de favoriser les échanges avec d'autres groupes poursuivant les mêmes buts.



Pour toute information complémentaire : Mme Nicole Fichter, directrice générale du réseau de soins, DARES ☎ 022 546 18 70.

Deux nouvelles mesures pour promouvoir la pêche dans l'Arve et le Rhône urbain

En vue de la prochaine ouverture de la pêche en rivière le 6 mars 2010, le Conseil d'Etat a pris deux mesures visant à promouvoir la pêche dans l'Arve et le Rhône urbain.

En premier lieu, la taille minimale de capture des truites dans le Rhône urbain est passée de 35 à 25 cm. En effet, dans cette portion du fleuve, la pêche de la truite dépend essentiellement du repeuplement artificiel de poissons de mesure, ce secteur n'offrant plus de lieu de reproduction à cette espèce. Il n'y a donc pas lieu de préserver les truites jusqu'à la taille adulte (photo : truite fario).



Par ailleurs, l'ouverture de la pêche dans l'Arve et le Rhône urbain a été prolongée d'un mois, soit jusqu'en novembre. Les observations de ces dernières années, d'une part de l'état de l'Arve – impropre à la pêche une grande partie de la belle saison à cause de la fonte des neiges –, d'autre part du peuplement piscicole, ont montré qu'il était possible d'étendre la période de la pêche sans préjudice majeur pour la population halieutique.

Ces mesures, préconisées par la commission de la pêche, visent à promouvoir la pêche de proximité en ville. Elles ont pour but d'améliorer l'offre dans les secteurs précités, ce qui permettra également d'alléger la pression de la pêche sur les rivières les plus naturelles, telles l'Allondon et la Versoix.

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune et de la pêche, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 32.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 mars 10h00	Etude d'impact relative au plan de mobilité de la FSASD	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 327 20 85
8 mars 10h30	Aménagement provisoire et rénovation d'Uni Bastions	<i>sera communiqué ultérieurement</i>	DCTI DIP	Rafaële Gross (DCTI) ☎ 022 327 31 24 May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18